

Mais le peuple qui paie la facture en supportant le lourd fardeau des dettes, des impôts écrasants, en plus des autres dettes impayables à des taux d'intérêt fantastiques, ne peut être satisfait. Cette situation ne peut durer. Il n'y aura ni paix ni repos pour le monde aussi longtemps que les aspirations naturelles de l'homme n'auront pas été satisfaites.

C'est pour cette raison que nous devons prendre nos responsabilités comme peuple et comme individu, si nous voulons atteindre des résultats dans la politique et dans l'économie.

Voilà pourquoi les électeurs du Québec ont décidé de refuser leur confiance aux vieux partis politiques qui se meurent de paralysie. Les électeurs qui ont voté pour notre parti ont choisi une politique rajeunie, une politique qui tiendra compte des réalités économiques en face des besoins du peuple, une véritable politique canadienne que leur apportera le Crédit social.

M. Grégoire: D'accord!

M. Latulippe: Les vieux partis aident les miséreux du monde et oublient les miséreux canadiens. Les vieux partis politiques facilitent le crédit canadien aux pays étrangers et restreignent le crédit aux Canadiens, les bâtisseurs du pays. Les vieux partis trouvent de l'argent pour tuer et ne peuvent en trouver pour faire vivre les Canadiens en temps de paix. En temps de guerre, abondance pour tous; en temps de paix, misère au sein de l'abondance. C'est ce que nous ont donné les vieux partis.

Le Crédit social veut dompter l'argent et le crédit afin que la production atteigne sa fin et serve la population.

L'argent est fait pour acheter ce qui est à vendre; il faut qu'il remplisse sa fonction. C'est donc dire qu'il faut mettre en circulation autant d'argent et de crédit qu'il y a de produits et de services disponibles.

M. Caouette: C'est vrai!

M. Latulippe: Le Crédit social veut dompter l'argent et le crédit afin que la personne humaine puisse s'épanouir librement.

Le Crédit social veut une économie canadienne équilibrée avec une honnête aisance pour tous et chacun.

Les créditistes veulent de meilleures allocations familiales et des meilleures pensions pour les vieillards ainsi que pour les invalides et les aveugles. Nous voulons également de meilleures allocations pour les anciens combattants et les nécessiteux. Tout ceci, sans augmentation de taxe. Au contraire, nous voulons que les exemptions d'impôts sur le revenu soient portées à \$5,000 pour les gens mariés et à \$3,000 pour les célibataires.

[M. Latulippe.]

Le Crédit social veut utiliser la Banque du Canada pour le développement des ressources naturelles du pays. Nous favorisons l'utilisation de la Banque du Canada en vue de financer les provinces, les municipalités et les commissions scolaires. Les services de la Banque du Canada doivent aussi aider les agriculteurs et faciliter la construction des habitations domiciliaires.

Les intérêts devraient être chargés seulement pour absorber le coût d'administration. Il ne devrait pas y avoir d'intérêts à des taux fantastiques, comme c'est maintenant le cas, des taux usuriers permis par les vieux partis depuis la Confédération.

J'ai écouté avec attention le discours de l'honorable chef de l'opposition (M. Pearson), où celui-ci se déclarait capable de relever l'économie par toutes sortes de moyens si, naturellement, il était porté au pouvoir. Je réponds à l'honorable chef de l'opposition: Comment se fait-il que, au moment où votre parti est dans l'opposition, vous pouvez tout régler, et quand ce même parti était au pouvoir, vous ne pouviez rien faire?

Après la crise économique et la guerre, qu'est-ce que votre parti a fait pendant 22 ans au pouvoir? Vous étiez là, dans ce temps-là, honorables députés d'en face. Vous dites que les bleus n'ont rien fait. Où est donc la différence entre les rouges au pouvoir pendant 22 ans et les bleus pendant cinq ans?

Les partis politiques ont donné au pays la politique pourrie d'hier que le peuple ne peut plus sentir. Nous faisons une lutte de libération contre la dictature financière qui nous a refusé le droit de jouir des richesses de notre pays et d'en dispenser à notre gré.

Nous nous rendons compte que nous avons deux ennemis devant nous: le politicien de carrière qui prêche la misère au sein de l'abondance et remet à son comparse, le financier, les fruits du travail de l'exploitation du peuple. Voilà un arrangement terrible et criminel.

Inévitablement, un beau jour, nous aurons un gouvernement qui prendra en main la création de l'argent nouveau. Le jeu des banques est trop connu maintenant du public et le système d'argent et de dettes va de moins en moins s'accorder avec l'immense progrès qui s'annonce pour le peuple, et ceci dans un avenir rapproché.

Les possibilités et le développement économique de notre pays ont connu un progrès vertigineux alors que le régime d'endettement que nous avons nous a plongés tête première dans un marasme épouvantable; en somme au fur et à mesure que le progrès se réalise, les endetteurs nous étouffent de plus en plus.

Il n'est pas surprenant que nous vivions dans une prospérité fictive en temps de guerre et dans un marasme économique une fois la